

la lettre M

L'INFORMATION ÉCONOMIQUE EN LANGUEDOC-ROUSSILLON

L'ESSENTIEL

Mondelez investit 30 M€ à Lavérune

➤ La guerre des dosettes entre Nespresso et ses concurrents profite au site héraultais de Mondelez (ex-Kraft Foods). Comme *La Lettre M* l'avait révélé en mars, l'usine de Lavérune installe deux lignes de production de dosettes de café. Selon nos informations, cet investissement de 30 M€ s'accompagne d'une soixantaine de recrutements, portant à terme l'effectif de 120 à 175 salariés. « Le groupe vient de mettre en service, à la mi-septembre, une première ligne de production de dosettes de café de la marque Carte Noire », confirme une source proche du dossier. Montant unitaire de ces deux lignes d'une longueur de 45 m, installées dans l'ancienne unité d'emballage de l'usine : 15 M€. Capacité de production : environ 800 dosettes/minute.

Guerre commerciale. Les salariés héraultais se félicitent de cet investissement, qui pérennise l'activité du site et crée des emplois. La direction de Mondelez reste, de son côté, muette. Le groupe, qui revendique, avec 20 % des parts, la place de leader européen du café vendu dans les grandes enseignes*, est en effet engagé dans une bataille frontale avec le géant mondial du secteur, Nestlé, et sa marque Nespresso. Un marché que se disputent également le suisse Ethical Coffe Company (ECC) et l'américain Sara Lee. « Les dosettes Carte Noire seront commercialisées en quatre parfums différents à un prix légèrement inférieur de celles de son principal concurrent », précise l'interlocuteur de *La Lettre M*. Le prix sera de 3,30 € les 10, soit moins cher que Nespresso*. Autre conséquence de cet investissement : la société de transport héraultaise Joulié, actuellement basée à Cournonsec, devrait s'implanter dans les prochains mois à proximité de l'usine de Lavérune afin d'optimiser la logistique du groupe.

David Danielzik

* Le Monde du 7/10

POINTS CHAUDS

Iteisoft veut doubler son CA. L'éditeur de solutions d'automatisation des flux d'information (capture et traitement automatisé des documents) basé à Aimargues (CA 2012 : 21,7 M€, 200 salariés) envisage une croissance annuelle à deux chiffres ces cinq prochaines années. Objectif : 50 M€ en 2016. **PAGE 4**

Proudreed investit 10 M€ à Vendargues. La foncière privée Proudreed va investir 10 M€ dans la réalisation d'un ensemble dédié à l'immobilier d'entreprise (activités et bureaux), sur l'ancien site de l'Escat, dans la ZI du Salaison à Vendargues. **PAGE 5**

Croissance de 20 % pour Floren'Sud. Le grossiste en fleurs, qui emploie 50 personnes zone Saint-Charles à Perpignan, s'appuie sur la GMS pour développer son activité. Il vise un CA de 6 M€ cette année, en croissance de 20 % par rapport à 2012. **PAGE 6**

AU SOMMAIRE

ENTRETIEN 2

Yamina Lamrani,
CHEF DU SERVICE AMÉNAGEMENT DE LA DREAL

PARU SUR

www.lalettrem.fr

- ✓ **Formation :** un plan d'urgence en L.-R.
- ✓ **Conjoncture :** rebond de l'activité en septembre
- ✓ **Grands travaux :** la cellule emploi est lancée
- ✓ **Recherche :** deux labos montpelliérains associés au Nobel
- ✓ **Montpellier :** un projet hôtelier de 12 M€
- ✓ **EnR :** nouveau record pour un parc solaire

Abonnés : recevez par mail la quotidienne de *La Lettre M*

VOS RENDEZ-VOUS

Développement économique

Rencontre de concertation présidée par Christian Bourquin autour du nouveau schéma régional de développement économique 2014-2020. **Le mercredi 16 octobre** à 14h30 à l'espace Capdeville, rue Samuel-Morse, à Montpellier. Tél. : 04 67 22 80 00

Emploi

20^e édition du Markethon pour l'emploi organisé **le 17 octobre** par le Comider afin de favoriser une dynamique d'emploi et d'entraide au profit des demandeurs d'emploi et des TPE et des PME qui recrutent. Tél. : 04 67 04 55 41 www.comider.org

Entreprises

Présentation, **vendredi 18 octobre**, des mesures gouvernementales prises en faveur des entreprises. Salle des sessions de la CCI, 16 boulevard Soubeyran, à Mende. Tél. : 04 66 49 00 33

Retrouvez l'agenda complet de *La Lettre M* dans le cahier central

YAMINA LAMRANI-CARPENTIER, CHEF DU SERVICE AMÉNAGEMENT, DREAL L.-R.

« Les collectivités doivent anticiper davantage les enjeux du foncier »

« Verbatim

LOGEMENT SOCIAL

Après 4 400 logements sociaux (PLUS et PLAI) financés en L.-R. en 2012, une fourchette record (entre 4 650 et 5 200 logements sociaux financés) devrait être atteinte cette année. « C'est quatre fois plus qu'il y a douze ans !, souligne-t-elle. Cet effort est indispensable. Les capacités financières des ménages ont en effet diminué, et le L.-R. est en retard ».

COPROPRIÉTÉS DÉGRADÉES

« Dans la région, il y a beaucoup de copropriétés fragiles, très dégradées, construites entre 1950 et 1980. Les copropriétaires n'ont souvent plus les moyens de financer les travaux nécessaires, faute de bonne gestion. Les dispositions de la loi ALUR, comme par exemple la constitution d'un fonds de travaux, devraient permettre de mieux accompagner les propriétaires. »
cf. Tableau de bord, p. 7.

CLUB AMÉNAGEMENT : le programme

Le foncier et le financement de l'urbanisme, la densité et la mixité sociale (ateliers déjà réalisés), la démarche de projet (décembre). En 2014 pourraient être abordés, entre autres, les déplacements dans les écoquartiers et la connaissance des outils opérationnels de l'urbanisme.

Mise en place de plans locaux d'urbanisme intercommunaux, lutte contre les copropriétés dégradées, cessions de terrains de l'État aux collectivités à prix décotés, sensibilisation des élus aux enjeux fonciers : Yamina Lamrani-Carpentier, chef du service Aménagement à la Dreal L.-R., décrypte les enjeux-clés qui feront l'actualité de 2014.

Quelles sont les conséquences de la loi ALUR (Duflot) en L.-R. ?

L'encadrement des loyers, l'une des mesures phares de la loi ALUR, devrait concerner l'agglomération de Montpellier, où les niveaux de loyers sont encore élevés. Autre impact : l'échelle intercommunale qui va être donnée aux futurs PLU. C'est une réforme importante, qui ira dans le sens des politiques de l'habitat menées en région. Aujourd'hui, c'est compliqué ! La compétence habitat est à l'échelle intercommunale, et la compétence urbanisme à l'échelle communale.

Vous pensez qu'il faut un seul et même niveau de compétence pour l'urbanisme et l'habitat ?

Pour que les politiques foncières et urbaines soient cohérentes, oui. Les intercommunalités n'ont pas toujours les outils fonciers (préemption, Zad) pour mettre en œuvre leur propre politique, définie à travers les PLH. Enfin, transmettre la compétence urbanisme à l'échelle qui va permettre aux élus d'être moins sous la pression des intérêts particuliers. Le fait d'être moins proches des propriétaires permet aux élus de piloter des projets d'envergure plus aisément.

Le 10 à Montpellier, Jean-Louis Dumont, président de l'USH, a demandé à l'État de mettre rapidement à disposition des terrains à prix décoté pour accélérer la construction de logements sociaux. En L.-R., une liste est-elle arrêtée ?

Le préfet de région doit la communiquer dans les prochains jours. Le potentiel de ces terrains est évalué à près de 800 logements. L'État concédera une décote en fonction de la part de logements sociaux et d'équipements de proximité prévus dans les opérations d'aménagement futures.

L'Établissement public foncier régional d'État a pour but de limiter les effets de la spéculation, et de porter du foncier pour le compte de collectivités. L'outil fonctionne-t-il à plein régime ?

Cet outil, créé il y a cinq ans en L.-R., est opérationnel. Mais pour être totalement efficace, la question du foncier doit être davantage anticipée par les collectivités. Dans la région L.-R., seules quelques communes, dont Montpellier en premier lieu, ont une vraie culture du foncier. La plupart des autres col-



PHOTO : ANDRÉ HAMPARTZOUJIAN

Yamina Lamrani-Carpentier (38 ans), ingénieur des Ponts, Eaux et Forêts, dirige depuis deux ans le service Aménagement de la Dreal (direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) L.-R., une unité de 44 personnes.

lectivités de la région, et notamment les plus petites, n'ont pas une culture aussi poussée de l'urbanisme et de la politique foncière.

Comment insuffler cette culture urbaine aux élus et aux techniciens ?

Avec Uro Habitat, l'Ademe et la Région L.-R., nous organisons depuis plusieurs années les rencontres interprofessionnelles régionales. En parallèle, la Dreal L.-R. a lancé en 2012, à destination des élus, une série d'ateliers et de formations, à travers le nouveau club « aménagement durable », rassemblant les CAUE, l'Ademe, les conseils généraux et les agences d'urbanisme. Ces ateliers vont dans le sens de la sensibilisation des élus, y compris ceux des petites communes, pour fabriquer les villes de demain, durables, denses et mixtes.

Quels enjeux phares, spécifiques à la région, identifiez-vous pour les prochaines années ?

Il faut rendre la ville durable désirable. Il s'agit de concilier un habitat plus dense, moins consommateur d'espace, qui, à la fois, réponde aux aspirations des modes de vie méditerranéens. La ville durable en contexte méditerranéen reste à creuser. On ne doit pas faire la même ville ici et dans le Nord de l'Europe. La reconversion des friches commerciales et industrielles est un autre enjeu régional. Le point de saturation n'est pas loin. Ces friches sont peut-être les Zup de demain. On se pose moins de questions sur la qualité de l'aménagement des zones commerciales et des zones d'activités économiques. Or, ce sont des espaces importants qui sont consommés. Enfin, les enjeux liés à la transition énergétique qui sont, eux, nationaux, vont monter en puissance, et devenir incontournables.

Recueilli par Hubert Vialatte

L'intégralité de l'interview dans le prochain Mag Immobilier, le 22 octobre.

22 % des professionnels du L.-R. interrogés par la direction régionale du Tourisme déclarent une hausse de leur fréquentation en septembre, contre 36 % un an plus tôt.

Aménagement **Vers des Scot inter-agglos ?**

➤ 13 Scot (schémas de cohérence territoriale) sont approuvés en L.-R. Trois sont déjà en révision (Montpellier, Uzège Pont du Gard, Nîmes). D'ici à la fin de l'année seront approuvés les Scot Bassin de Thau (Hérault), Plaine du Roussillon et Littoral Sud (P.-O.). Les Scot Cœur d'Hérault, Gard Rhodanien et Hautes Terres d'Oc sont, eux, en cours d'élaboration. « *Le Scot est plus intégrateur qu'un PLH (plan local de l'habitat, NDLR), souligne Yamina Lamrani, chef du service Aménagement à la Dreal L.-R. Le Scot met en lien diverses thématiques : déplacement, habitat, urbanisme, politique environnementale, trame verte et bleue, cohérence écologique...* » Le projet de loi ALUR prévoit que les Scot aillent au-delà du périmètre intercommunal. « *On le voit pour l'agglomération de Montpellier, ajoute un expert. Le Scot n'est pas à la bonne échelle : le littoral n'est pas pris en compte.* »

TP AG des Travaux Publics le 28 novembre à Montpellier

La Fédération régionale des Travaux Publics tiendra son assemblée générale le 28 novembre au Corum de Montpellier, à partir de 17h30, sur le thème : « *les infrastructures, premier réseau social : on n'arrête pas le futur !* » Grand témoin : Nicolas Bouzou, économiste. Un sondage BVA sur les attentes des habitants du L.-R. en matière d'équipements publics sera présenté. Jean-Marc Sylvestre, journaliste économique (ex-TF1 et LCI), animera une table ronde de décideurs régionaux.

Logement social Foncier : l'appel de l'USH

« *L'État doit mobiliser son foncier et celui de ses opérateurs - RFF, SNCF... -*, déclare, le 10 à Montpellier, Jean-Louis Dumont, président national de l'Union Sociale pour l'Habitat. *Il faut que ce foncier soit mis à disposition rapidement, surtout pour les parcelles disponibles et dépolluées.* » Il plaide pour une analyse des besoins au plus près du terrain. « *Il faut pouvoir mesurer les besoins par région, et que tout ne soit pas décidé dans une tour à la Défense (sic). La répartition des agréments doit se faire en fonction des besoins et des fonciers constructibles.* » Pour la région L.-R., l'USH « *demande plus de PLAI (logements locatifs très sociaux, NDLR), dont les loyers de sortie sont compatibles avec les niveaux des locataires.* » + sur www.lalettrem.fr

Entreprises **Les PME et ETI du L.-R. valorisées à 10,6 Md€**

➤ La valorisation des PME et ETI (entreprises de taille intermédiaire) du L.-R. est estimée à 10,62 Md€ par l'indicateur Altavalue. Un chiffre en baisse de 1,9 % par rapport au second trimestre 2013 (12 Md€). L'indicateur développé par les cabinets spécialisés dans l'analyse et l'information financière Altares et Altavalue a étudié 1 502 entreprises régionales. Le Languedoc-Roussillon se situe au 12^e rang national. Au plan national, la valorisation des PME/ETI est estimée à 605 Md€.

Environnement **Tri sélectif en hausse de 2,3 % en 2012**

Selon les chiffres rendus publics par Eco-Emballages, 131 252 tonnes* d'emballages ménagers ont été recyclées en L.-R. en 2012, soit une moyenne de 50,8 kg/habitant (moyenne nationale : 49,9 kg/an/habitant). Un résultat en hausse de 2,3 % par rapport à 2011. 38 collectivités régionales (Montpellier agglomération, Grand Narbonne, Thau agglomération...) regroupant au total 1 534 communes se sont engagées dans une démarche d'optimisation et de promotion des dispositifs de tri et de recyclage. Elles ont reçu près de 22,5 M€ versés par Eco-Emballages au titre de la valorisation de ces déchets ménagers. Le taux national de recyclage des emballages ménagers reste stable aux alentours de 67 %.

* 9 759 tonnes de plastiques (+6,10 %), 14 364 tonnes d'acier (+2,4 %), 906 tonnes d'aluminium (+5,35 %), 30 055 tonnes de briques et cartons (+5,30 %) et 76 167 tonnes de bouteilles/bocaux en verre (+0,58 %).

TEXTOS ➤ **Le commissaire au redressement productif** du L.-R. va lancer une étude sur l'accompagnement des entreprises en difficulté. ➤ **Top Transport Europe**, convention d'affaires des chargeurs européens, les 15 et 16 octobre au Corum de Montpellier. Ce mercredi après-midi, visite de l'entrepôt entièrement automatisé d'Orchestra (30 000 m², Saint-Aunès). www.top-transport.net

POINT CHAUD



Fruits : la pêche finit mal, la pomme démarre bien

La saison de la pêche-nectarine, dont le Languedoc-Roussillon est le premier producteur national, finit mal après avoir bien commencé. « *Sur les dernières semaines de commercialisation, les prix ont fini sous le coût de production*, indique Raphaël Martinez, directeur de la fédération régionale des fruits et légumes. *Toutefois, 2013 devrait rester positive* ». Ces mauvais prix ont concerné entre 15 et 20 % des volumes régionaux. La production devrait à peine dépasser les 100 000 t* en 2013 en L.-R., soit un recul de 8 %. Les surfaces de production ont, elles, reculé de 7,7 %. Pour les abricots, le bilan est meilleur : la commercialisation des 38 500 t produites en Languedoc-Roussillon a bien fonctionné, avec un prix au détail proche de 3,5 €/kg en moyenne, plus élevé qu'en 2012.

Côté pommes, les cours se maintiennent pour les producteurs régionaux. Alors que la récolte démarre pour les Granny et les Golden, les volumes attendus sont globalement en baisse : -5 % à 75 190 t pour cette campagne 2013. Les conditions climatiques du printemps ont affecté les maturations et calibres dans toute l'Europe, conditionnant des cours favorables. « *Nous constatons de très bons cours de début de marché* », indique Matthieu Grégory, directeur adjoint de la Draaf. ■ + sur www.lalettrem.fr

*Selon les représentants des 300 salariés de **Vitembal** (Remoulins), qui manifesteront à Nîmes ce mercredi 16, la direction, toujours en quête d'un repreneur, veut supprimer 115 postes.*

TEXTOS > **PPME Sarl** dépose une demande de permis pour la construction de 20 logements (1 650 m² de Shon), avenue Roger-Salengro à Bagnols-sur-Cèze. Architecte : Patrick le Courbe. > **L'Agglo de Nîmes-Métropole** est prête à verser 150 K€ annuels de frais de fonctionnement pour garder l'implantation de l'Ecole des Mines d'Alès à Nîmes. Elle demande au CG 30 et à la Région d'intervenir de leur côté à hauteur de 250 K€.

EXCLUSIF

Itesoft veut doubler son chiffre d'affaires



L'éditeur de solutions d'automatisation des flux d'information (capture et traitement automatisé des documents) basé à Aimargues (CA 2012 : 21,7 M€, 200 salariés) envisage une

croissance annuelle à deux chiffres ces cinq prochaines années (+7,5% entre 2011 et 2012). Il mise sur un CA de 30 M€ en 2013 et 50 M€ en 2016, selon son responsable marketing.

Pour y parvenir, Itesoft entend s'appuyer sur trois nouveaux leviers de croissance, selon François Lacas : « *La croissance exponentielle de notre activité SaaS lancée en 2010 et qui enregistre une progression annuelle de l'ordre de 100 %, l'internationalisation à travers le déploiement de notre offre au Royaume-Uni puis aux États-Unis, et le lancement le 19 septembre dernier de deux nouveaux produits venant enrichir notre offre d'optimisation des processus métiers. Nous proposons désormais un large éventail de solutions : capture multicanal, traitement automatique de documents, gestion de processus et pilotage métier* ». L'entreprise gardoise, cotée sur le marché Euronext depuis février 2001, publiera ses comptes 2013 en janvier prochain. ■

Photo : Didier Charpentier, président d'Itesoft

Agroalimentaire **Coudène** vise un CA de 14 M€ en 2013

Les établissements Coudène (Saint-Christol-lez-Alès), spécialisés dans la conserverie à base de poisson (brandade de morue), devraient atteindre « *un chiffre d'affaires de 14 M€ en 2013, légèrement au-dessus de 2012* » selon Julie Coudène, directrice générale déléguée (Effectif : 40 salariés). Selon elle, la crise a des effets sur « *les relations commerciales qui sont plus tendues. Il faut innover et proposer des produits qui font rêver à un prix accessible* ». Pour développer ses marchés, l'entreprise familiale fait preuve d'innovation. En décembre, elle va proposer en grande distribution régionale (Leclerc, Intermarché,...) « *une brandade à la truffe revue et corrigée par le chef étoilé, Franck Putelat* » indique-t-elle. + sur www.lalettrem.fr

Administration **Mende** : nouveau site pour le CGFPT

Des travaux de 18 mois viennent de démarrer boulevard des Capucins en centre-ville (Maison Vieilledent) de Mende pour la construction du Centre de gestion de la fonction publique territoriale (délégation de Lozère). La ville, maître d'ouvrage, a attribué mi-septembre les 18 lots, pour 1,3 M€. 17 des 18 lots ont été emportés par des entreprises de Lozère, le 18^e à une société de la Haute-Loire voisine. Le centre de gestion (présidé par Alain Bertrand, sénateur-maire de Mende) de 30 agents, dirigés par Emmanuelle Abinal, s'occupe des ressources humaines pour 185 communes, 10 CCAS et 52 établissements publics de Lozère. + sur www.lalettrem.fr

Recherche **Le CEA Marcoule** va fermer un service

Le service de biologie et de toxicologie nucléaire (SBTN), rattaché à la Direction des Sciences du Vivant, va fermer, à un horizon « *qui n'est pas encore arrêté* », indique Philippe Guiberteau, directeur du CEA Marcoule. Le syndicat FO évoque une fermeture en 2015. 61 emplois directs (53 CDI, cinq CDD et trois thésards) sont concernés, ainsi qu'une dizaine d'emplois indirects (sous-traitants). Ils se verront proposer des reclassements à Cadarache, Saclay et Grenoble. Ce plan de redéploiement a été évoqué le 2 octobre en comité national, équivalent d'un comité central d'entreprise. + sur www.lalettrem.fr

Commerce **Le village des marques de Gallargues** recalé

La CNAC rejette, le 10 octobre, le projet de création d'un village des marques d'une surface de 20 030 m² à Gallargues. Porté par la société britannique Freeport, et par Stone Market, il avait déjà été rejeté en mai par la CDAC. La CNAC a également rejeté, en juin, malgré un avis favorable de la CDAC, un autre projet de village des marques, à Fournès, porté par Advantail, près du Pont du Gard (22 030 m²). Selon nos informations, Advantail a déposé un recours devant le Conseil d'État. Un 3^e projet, d'une surface de vente de 20 000 m², et porté par Mac Arthur Glen à Miramas (13), a été approuvé par la CNAC.

Aménagement **Nîmes** : 20 000 logements à construire

L'Insee estime à 20 000, au moins, le nombre de logements à construire d'ici à 2030 dans l'agglomération de Nîmes-Métropole. L'étude, qui envisage plusieurs scénarios, évalue la population de l'agglo entre 253 000 et 274 000 habitants dans 20 ans, contre 233 400 en 2010. Selon l'Insee, le vieillissement de la population, le phénomène de décohabitation et l'augmentation de la population sont les trois facteurs qui induiraient la nécessité de construire entre 20 000 et 30 000 résidences principales supplémentaires à l'horizon 2030. Ces logements « *seraient de plus en plus occupés par des personnes seules plutôt que par des couples* », selon l'Institut. L'Agglo a adopté, le 14 octobre, une nouvelle version de son PLH 2013-2018, qui prévoit la construction de 1 610 logements par an, en priorité hors des communes de Nîmes et Saint-Gilles. + sur www.lalettrem.fr

*Le projet d'ensemble commercial (29 000 m²) programmé par la **Financière Duval** et sa filiale CFA Midi-Pyrénées sur la future Zac de la Capucière à Bessan sera bientôt soumis à la CDAC.*

Urbanisme **La Serm et la Saam consultant**

➤ Thierry Laget, DG de la Serm et de la Saam, annonce à *La Lettre M* un « programme chargé enancements ». Plusieurs appels à projets vont être lancés : 230 logements dans le quartier du Nouveau-Saint-Roch (dont une tour de 17 étages), et un lot mixte (7 000 m² de commerces, 1 000 m² de bureaux et logements) ; 140 logements dans le quartier Grisettes ; 100 logements dans le quartier Ovalie ; pour Rive Gauche, une opération unique de 130 logements, 6 000 m² de bureaux et 2 300 m² de commerces ; une « folie architecturale » de 60 logements, face au stade Yves-du-Manoir ; 215 logements sur le site du lycée Pierre Mendès France, dont un lot dédié à l'habitat participatif (15 logements).

Logistique **67 emplois menacés chez Géodis Logistics Sud**

Géodis Logistics Sud pourrait perdre 67 emplois à Montpellier. 13 emplois seraient conservés sur les 80 existants, et le site de la Pompignane serait purement et simplement fermé, selon la CGT. Cette information a été dévoilée au personnel mercredi dernier, lors d'un CE extraordinaire. L'entreprise, branche du groupe Géodis, filiale de la SNCF, qui travaille à 80 % en sous-traitance pour le géant informatique IBM, pâtirait d'un choix de son donneur d'ordre de regrouper sa logistique sur le site Géodis d'Evry. Une quinzaine d'emplois pourrait ainsi y être proposé aux salariés montpelliérains. La direction aurait indiqué que d'autres possibilités de reclassement devraient se faire jour à la SNCF, maison mère. Les licenciements pourraient intervenir dès mars 2014.

Énergie **CRGaz (Lunel) - Proxigaz : reclassement après PSE**

Le Lunellois CRGaz (Campo-Roustan-Gaz, 6,2 M€ de CA 2012) était mandataire de Butagaz pour le Sud-Est de la France (cf. *La Lettre M* du 26 janvier 2005) avant que Butagaz ne réduise les mandats à cinq zones et ne confie le Sud-Est comme le Sud-Ouest à Proxigaz (siège à Balma, près de Toulouse). Si une dizaine de commerciaux est restée chez Proxigaz, 43 sur 45 ex-salariés de CRGaz n'ont pas souhaité rejoindre le siège de Toulouse (à 250 km de Lunel) et sont maintenant concernés par une mission de reclassement, après un PSE engagé en juillet. La mission est assurée durant un an par le cabinet Florian Mantione Institut. + sur www.lalettrem.fr

Innovation **ITK veut découpler son CA**

➤ L'américain Land O'Lakes* prend une participation minoritaire au capital d'ITK (logiciels experts pour l'agriculture, Clapiers), indique Éric Jallas, PDG d'ITK. « Land O'Lakes va distribuer nos outils en Amérique du Sud et aux États-Unis principalement. » Via ce partenariat, ITK compte découpler son CA (de 2 M€ en 2012 à 20 M€ en 2018) et recruter, dans les 24 mois, 35 salariés (des ingénieurs et des docteurs), pour porter l'effectif à 70 personnes. La prochaine phase R&D va porter sur des conseils aux producteurs de blé, de maïs, de coton et de soja. Toujours hébergée à Cap Alpha, la PME projette de s'implanter dans le quartier Oz Nature Urbaine (Montpellier). + sur www.lalettrem.fr

* Collecte et transformation du lait ; alimentation du bétail ; conseil aux agriculteurs.

Tourisme **Corum AM acquiert un complexe thermal**

Le groupe Corum AM (Asset Management), spécialisé dans les investissements immobiliers, vient d'acquérir pour le compte de sa SCPI Corum Convictions un complexe thermal à Juvignac auprès du promoteur sétois Proméo. Ce complexe de 4 400 m², situé dans le Domaine de Fontcaude, et acquis pour un montant de 10,4 M€, est loué au groupe de santé Clinipôle, qui a signé un bail de 21 ans pour l'exploitation du complexe thermal, en partenariat avec les laboratoires Vichy (groupe L'Oréal). Il comprendra un centre de remise en forme, un spa, un hôtel 4 étoiles, une piscine et un restaurant gastronomique. Le golf de 18 trous, la résidence hôtelière, le restaurant et la piscine existants restent propriété du groupe Proméo.

TEXTOS ➤ **L'aéroport Montpellier Méditerranée** annonce l'ouverture de deux nouvelles liaisons en 2014 : easyJet vers Bâle-Mulhouse à partir du 30 mars (trois vols hebdomadaires), Lufthansa vers Francfort à partir du 3 mai (un vol). ➤ L'enseigne de hard-discount **Lidl** envisage la création d'un point de vente de près de 800 m² sur la commune de Sérignan.

EXCLUSIF



Proudreed investit 10 M€ à Vendargues

Lafoncière privée Proudreed va investir 10 M€ dans la réalisation d'un ensemble dédié à l'immobilier d'entreprise (activités et bureaux), sur l'ancien site de l'Escat, dans la ZI du Salaison à Vendargues. Un bâtiment d'activités multi-utilisateurs, baptisé 'Mby' et composé de 11 cellules d'environ 200 m² chacune, se développera sur 2 700 m². Par ailleurs, quatre plots ('Sby') de 800 m² chacun accueilleront des activités « nobles » en rez-de-chaussée (laboratoires, unités de production à valeur ajoutée) et des bureaux à l'étage. « Le projet comprend également l'embellissement des voiries, des espaces verts et de la signalétique », ajoute Daniel Brusq, responsable de la gestion d'actifs (délégation Provence Côte d'Azur). Les travaux seront lancés « début octobre », pour une livraison d'une 1^{re} tranche (bâtiment 'Mby' et 1^{re} unité 'Sby') au 2^e trimestre 2014. Particularité : l'opération est lancée en blanc (la commercialisation, confiée à Arthur Loyd, démarre en même temps que les travaux). La suite du programme sera livrée en fonction du rythme de commercialisation. Contractant général : CCR (agence de Pérols). Architecte : ApSIDE Architecture (Valence). Dans la région de Montpellier, Proudreed est déjà propriétaire de plusieurs ensembles : ancien site d'Orchestra à Castelnau (aujourd'hui occupé par Sogiphar et Pôle emploi), site de Rexel à Garosud. ■

+ sur www.lalettrem.fr

Le Grand Narbonne réfléchit à la création d'un cluster « méthanisation », et vise le label Technopole pour son Parc Méditerranéen de l'Innovation (10 ha).

TEXTOS > Après Perpignan, le courtier en prêt immobilier et assurance de prêt **meilleurtaux.com** ouvre une 2^e agence à Elne (4 novembre). Deux autres ouvertures sont prévues d'ici 2015 dans les P.-O. > Le groupe perpignanaise **Sotranasa** (réseaux électriques, telecom, 250 salariés, CA 2013 : 20 M€) signe six contrats de génération. (Effectif : 250 salariés, CA 2013 : 20 M€).

EXCLUSIF



Croissance de 20 % pour Floren'Sud

Floren'Sud, grossiste en fleurs implanté zone Saint-Charles, à Perpignan, aura réalisé un CA de 6 M€, en 2013, « en croissance de 20 % », selon son gérant, Jean-Luc Lefèvre. « Pour 2014, nous souhaitons accentuer notre activité, avec des perspectives de relance de la filière fleurs en région ». Le grossiste, qui emploie 50 salariés, doit sa croissance à l'essor de son activité avec la grande distribution (60 % de l'activité). Il compte 1200 points de ventes, sous enseigne Casino, Système U ou Dia. « Un travail partenarial a été établi avec la GMS, notamment avec Casino, qui pèse aujourd'hui 40 % sur le marché du bouquet. L'objectif est de valoriser et d'écouler les productions locales labellisées Sud de France au meilleur prix, indique l'un des derniers opérateurs en fleurs. Nous travaillons avec une trentaine de producteurs installés en Roussillon, employant près de 70 salariés, à qui nous achetons les fleurs pour réaliser des bouquets qui sont ensuite distribués en France, en Hollande et en Espagne. »

Lors de la Rencontre Innovante des Talents culinaires organisée par LRIA à Floure (11), Floren'Sud a présenté sa nouvelle gamme de fleurs bio comestibles (prix Sud Innov 2012), développée avec l'association La Fontaine de Jacques et le chef étoilé Lionel Giraud (Table Saint Crescent) qui a créé des recettes associées au panier « Jardin du chef » (3 plantes). ■

ZAE Rivesaltes : un projet de Technoparc auto/moto

➤ Un projet de Technoparc, dédié à la filière auto/moto et situé sur la zone du Mas de la Garrigue Nord à Rivesaltes, vient de franchir une 1^e étape avec la validation, par la commune, de la révision simplifiée de son PLU. « C'est un point de départ » souligne le porteur du projet, Francis Gendre, qui va s'appuyer sur le Grand Circuit du Roussillon (auto, moto, kart) présent sur cette zone, pour développer un village d'entreprises (non commerciales) dédié au secteur des deux et quatre roues. « L'idée est d'implanter entre 20 et 40 entreprises spécialisées dans ces domaines, dans une logique de filière, à l'horizon fin 2015-début 2016 », poursuit Francis Gendre, qui travaille sur le chiffrage du projet et prépare le dossier du dépôt du permis de construire.

Transport 10 M€ pour rénover le Train Jaune

RFF L-R lance les travaux de rénovation des rails du Train Jaune, emblématique des P.-O., pour un montant global de 9,4 M€ (études et travaux sur 18 km non continus de voies). Ce projet, qui émane du CPER 2007-2013, est cofinancé par RFF (33 %), la Région L.-R. (33 %), l'État (17 %) et le conseil général des P.-O. (17 %). Ce chantier qui s'étale jusqu'en 2014, prévoit trois phases de travaux, dont la première se déroule du 14 octobre au 20 décembre, entre Joncet et Font-Romeu. Le chantier est réalisé par la société Meccoli (Siège : Azay-sur-Cher, 37), spécialiste de la rénovation et modernisation des voies ferrées (montant du marché attribué : 2,3 M€).

Tourisme Endettée, la station du Puigmal va fermer

La station du Puigmal (320 ha, 30 pistes), ouverte depuis 1970, sera fermée cette saison 2013/2014, entraînant la suppression de 50 emplois (permanents, saisonniers, commerces) en Cerdagne et de lourdes charges financières pour les six communes membres du Syndicat du Puigmal, dissout en juillet. Ces dernières doivent assumer 9,2 M€ de dettes (6,7 M€ d'investissements et 2,5 M€ de déficit de fonctionnement). La commune d'Err devra rembourser 4,2 M€ de dette bancaire (60 %), générant une hausse d'impôts locaux d'environ 4 %, Saillagouse 17,7 %, Estavar 8,8 %, Palau-de-Cerdagne 7,7 %, Sainte-Léocadie 4,2 %, Nahuja 1,4 %. + sur www.lalettrem.fr

Tourisme Création d'une agence de développement touristique dans l'Aude

L'agence de développement du tourisme de l'Aude, présidée par Régis Banquet, naît, le 7 octobre, de la fusion/absorption du CDT de l'Aude et des 31 offices de tourisme et syndicats d'initiatives du département. Elle pourrait aussi intégrer le PNR et les Logis de France (40 établissements). L'entité, qui compte une vingtaine de salariés, sera dotée d'un budget 2014 d'environ 3 M€, dont 2,5 M€ fléchés par le conseil général de l'Aude. « L'objectif est de jouer collectif, en prenant en compte la dimension des territoires et les identités de chacun », explique Alain Coste, directeur de l'agence. La marque deviendra « Aude pays Cathare, le sud a son histoire », affichant la volonté d'intégrer le littoral à l'hinterland Pays Cathare. » Le secteur représente 10 000 emplois pour un CA d'environ 840 M€ (17 millions de nuitées). + sur www.lalettrem.fr

CATALUNYA Barcelone capitale de la mobilité durable

Alors que les pronostics vont bon train sur la possible mise en service de TGV transfrontaliers directs entre Paris et Barcelone, sans changement à Figueres-Vilafant, à la date du 15 décembre, Barcelone, la capitale de la Catalogne, deviendra, le temps de trois salons internationaux, la capitale de la mobilité durable. Du 17 au 20 novembre se tiendra le Symposium mondial des véhicules électriques et hybrides (EVS 27). Il est suivi du 19 au 21 novembre par BcnRail, le congrès international de l'industrie ferroviaire, et par le Smart City Expo, un salon axé sur le concept de ville durable et les services associés, dont l'environnement et l'énergie, où une délégation de l'agglomération de Perpignan se rendra.

Dominique Guérin, FDI Groupe



Le DG du FDI Groupe (immobilier, 135 salariés), qui fête ses 100 ans ce jeudi 17 au Corum (Montpellier) en présence de 1 000 invités, finalise avec la Serm et Montpellier Agglo l'acquisition d'un foncier pour construire son futur siège social sur 6 500 m² de Shon. « *Nous y regrouperons nos sociétés* », confie-t-il. Les activités du groupe immobilier sont actuellement situées avenue de Palavas (siège), avenue du Mondial-98 (espace de vente) et à Pérols (agences immobilières). Un éclatement « *qui pose des problèmes en matière de coût d'exploitation, de cohérence entre les équipes et de visibilité* ». Coût prévisionnel du projet : 9 M€. L'opération sera lancée fin 2014, pour une livraison au 1^{er} semestre 2016. Ce jeudi, dans son discours, Dominique Guérin insistera sur le statut coopératif de FDI Groupe. « *Un tiers de nos résultats est injecté dans les missions sociales* », avec des interventions « *hier dans la rénovation du Petit Bard, et aujourd'hui sur les Cévennes. Je crois en ces valeurs participatives et mutualistes* ».

Dominique Duhil, BNP Paribas



Il est le directeur du nouveau centre d'affaires de BNP Paribas à Montpellier (Parc club du Millénaire), inauguré ce mercredi 16 octobre, en présence de Baudouin Prot, directeur du Groupe BNP Paribas. Le centre comprend notamment un pôle dédié aux entreprises innovantes, et lié aux incubateurs, business angels et fonds d'investissements de la région. **+ sur www.lalettrem.fr**

Gilbert Fouilhé, FO 34



Gilbert Fouilhé succède à **Alain Cwick** comme secrétaire général du syndicat Force Ouvrière (FO) dans l'Hérault. Gilbert Fouilhé était auparavant secrétaire général adjoint. Alain Cwick, également président de la Carsat L.-R. et délégué régional FO, lutte contre la maladie depuis cet été.

Jean-Noël Jacques, FHF

L'ancien directeur du centre hospitalier d'Antibes (06) devient directeur régional de la Fédération Hospitalière de France (FHF) en L.-R. Son rôle : défendre les intérêts de l'hospitalisation publique régionale. Il est basé au CHU de Montpellier.

Pierre Raymond, Polygone Béziers

Il succède à **Arnaud Prévost** à la direction du Polygone Béziers (Socri). Âgé de 44 ans, ingénieur de formation, il va poursuivre la stratégie de développement du centre commercial qui vise un CA de 150 M€ en 2015 (80 M€ en 2012). Ouvert en septembre 2010, le Polygone Béziers accueille 110 boutiques, un supermarché, un cinéma, un bowling et dix restaurants thématiques.

Emmanuel Kasperski, Replic



Il quitte la présidence du directeur de la SCIC Replic, désormais occupée par **Jean Daunis** (Mobileco, Montpellier). Installé dans le pôle régional de l'ESS Réalis à Parc 2000 extension à Montpellier, le groupe coopératif Replic a généré 8 SCIC en L.-R.* depuis 2005. Présent depuis l'origine, Emmanuel Kasperski conseille désormais en indépendant le nouveau « Collectif national Replic » (association loi 1901 créée cet été, siège à Replic L.-R. à Montpellier) chargé de déployer le concept Replic au niveau national. **+ sur www.lalettrem.fr**

* La Feuille d'Érable, La Table de Cana à Montpellier, Perpignan et Nîmes, Label Route, Mobileco, Cleaning Bio et Mon cuisinier. Replic, c'est 70 salariés dont 35 en insertion en 2012.

MISE À JOUR

Montpellier Events vise 30 % de croissance

Rappel des faits

La Lettre M n° 1262 du 30 octobre 2012 annonce l'arrivée d'Antoine Perragin au poste de directeur général d'Enjoy Montpellier suite au départ, en mars de la même année, de son prédécesseur, François Barbance. « *Sa mission consiste à relancer Enjoy Montpellier* », précise alors Christian Bourquin, président du conseil d'administration d'Enjoy Montpellier. Retenu parmi 18 candidats, Antoine Perragin, 53 ans, occupait depuis douze ans le poste de directeur général de la Cité centre de congrès de Lyon.

Aujourd'hui

Antoine Perragin présente, le 8 octobre, la stratégie de développement de la structure en charge de la gestion des équipements dédiés au tourisme d'affaires et culturel de l'agglomération montpelliéraine, qui devient Montpellier Events. Le plan d'actions à trois ans (2014-2016) devrait générer près de 7 M€ de recettes supplémentaires à l'horizon 2016. De 25,1 M€ en 2012, le CA de la structure en charge de l'accueil et de l'organisation des salons, congrès et événements sportifs et culturels de la capitale régionale* devrait atteindre 32 M€ d'ici trois ans, soit une croissance attendue de l'ordre de près de 30% (27,50%). « *Nous tablons sur une croissance de 50% du marché des spectacles, et sur la réorganisation de l'activité congrès et séminaires d'entreprises et la création de nouveaux salons. De 28 à l'heure actuelle, l'objectif est d'accueillir une quarantaine de manifestations de ce type tous les ans* », annonce le DG de Montpellier Events.

* Corum, Opéra, Zénith Sud, Parc des expositions et Arena Park&Suites.

TABLEAU DE BORD L.-R. : les copropriétés les plus dégradées

8 035 copropriétés (72 468 résidences principales) en L.-R. sont classées D, au plus bas de l'échelle, soit plus de 20% des logements. La région est la seule de France à dépasser cette barre des 20%. 90% de ces copropriétés ont été construites avant 1975.

Plus de 25 % des logements sont classés D dans l'Hérault (le seul département en France à dépasser ce seuil, avec le Vaucluse).

+ 6,8 % : c'est l'augmentation du nombre de résidences principales classées en catégorie D entre 2007 et 2009 (+ 3,7% au niveau national).

400 copropriétés (25 000 logements), construites entre 1948 et 1974 et situées dans l'agglomération de Montpellier, doivent faire l'objet de rénovations thermiques.

Quatre indicateurs principaux pour qualifier la fragilité de la copropriété : situation socio-économique des occupants (revenus, taux de familles monoparentales, taux de familles nombreuses, taux de ménages sous le seuil de pauvreté) ; état du bâti ; taux de vacance des logements ; capacité financière des propriétaires à faire face aux dépenses d'entretien.

(Source : DGALN, Anah, Serm)

Les Foncières attaquent l'agglomération de Montpellier

Les foncières privées multiplient les projets. Le long de la route de la mer, deux programmes mixtes (logements, bureaux, commerces) sont dans les cartons, l'un porté par **Klépierre** (Lattes, 50 000 m²), l'autre par **Immochan** (Pérols, 30 000 m²). La Saam consulte plusieurs foncières pour réaliser 70 000 m² à vocation commerciale à Pérols. À Vendargues, **Proudreed** investit 10 M€ dans un ensemble tertiaire (cf. p. 5). Le 10 à Montpellier, **Foncière des Régions** projette la réalisation, dans les prochaines années, de 100 000 m² de Shon, en incluant les 8 600 m² déjà développés pour Egis Eau et un hôtel B&B (livraison 2^e trimestre 2014). Une première tranche concernera 30 000 m² de bureaux. Deux autres tranches, l'une de 30 000 m² et l'autre de 40 000 m², seront réalisées au fur et à mesure de la commercialisation. Atouts du parc, d'après FDR : sa localisation, son accessibilité, le fait qu'il soit fermé (sécurité), l'offre de services et son environnement paysager.

Le préfet et les CCI. Le regroupement des chambres consulaires à l'échelle départementale ira « dans le sens de l'histoire » selon **Pierre de Bousquet**, le préfet de l'Hérault et de la région Languedoc-Roussillon. « La proposition de **Bernard Fourcade** (président de la CCI L.-R., NDLR) de fusionner, à terme, les CCI de Sète et Montpellier, est rationnelle. Mais un tel rapprochement ne pourra aboutir sans que les différentes parties ne prennent le temps nécessaire à la préparation de cette réorganisation territoriale », estime le représentant de l'État, seul habilité à valider ces projets de fusion.

La lumière des pôles. « Le pôle Derbi nous a sortis de l'ombre », souligne **Yvon Pellegrin** (Semco Engineering, cellules photovoltaïques à haut rendement, Montpellier), lors de la 2^e journée des pôles de compétitivité régionaux, le 8 octobre, à La Grande Motte. Sa société s'apprête à doubler de surface à Euromédecine pour passer de 1 200 à 2 400 m². + sur www.lalettrem.fr

Anti-tram. Le président de la FPI L.-R., **Xavier Bringer**, ne décolère pas après le recours déposé par une association de riverains contre la DUP de la ligne 5 du tramway, le point de discorde portant sur le passage de la ligne dans le parc Montcalm (ex EAI). « On ne peut pas créer un nouveau quartier sans une desserte par un transport collectif. Vu le manque de logements et le marasme économique, on n'a pas le droit de retarder un projet aussi important de trois ans. »

Grandes Régions. Le sénateur-maire PS de Mende, **Alain Bertrand**, n'est plus vice-président du conseil régional, mais il planche sur l'avenir des Régions. Il est l'un des six vice-présidents de la « Mission commune d'information sur l'avenir de l'organisation décentralisée de la République » présidée par l'UMP **Jean-Pierre Raffarin**, qui préconise de « redessiner la carte des régions » en passant à « 8 à 10 » régions « plus fortes, plus étendues » avec « des budgets plus importants » à l'horizon 2020-2025. + sur www.lalettrem.fr

ASF. « C'est ASF (Vinci Autoroutes) qui finance à 100 % le chantier du déplacement de l'autoroute A9 au droit de Montpellier (800 M€, d'ici à 2017, NDLR) », martèle **Salvador Nunez**, directeur des opérations de Montpellier, le 8 à la CCI de Montpellier, à l'occasion du vernissage d'une exposition photographique sur les aspects archéologiques et environnementaux du projet. C'est donc l'utilisateur, et non le contribuable, qui contribuera à payer la facture. + sur www.lalettrem.fr

Pénal. Le maire UMP de Pollestres, **Daniel Mach**, dépose une plainte auprès du procureur de la République contre le conseil général des P.-O. (à majorité PS) pour discrimination à caractère politique. L' élu, défendu par Me Alain Scheuer, dénonce « les méthodes dictatoriales d'attribution des subventions du Département ». Ce qui pourrait lui valoir une plainte en retour de la collectivité dirigée par **Hermeline Malherbe**.

LE GRAND SUD DANS LA PRESSE

LIBÉRATION

À Montpellier, le PS joue la Comédie. Le quotidien consacre, le 7/10, un long article à la primaire socialiste à Montpellier, finalement remportée par Jean-Pierre Moure. Pour le journal, le président de l'Agglo avait « toutes les cartes en main » : soutien de députés, d'élus municipaux, de conseillers généraux, de huit des onze sections de la ville, et des milieux économiques.

LES ÉCHOS

Guerre des multiplexes. Le quotidien consacre (le 9/10) un article à la concurrence que se livrent les porteurs de projet de complexes cinématographiques, en évoquant le cas de Nîmes : « Une vingtaine de projets sont actuellement à l'étude devant des commissions départementales d'aménagement commercial (...). Tous ces projets font ou feront l'objet de recours, comme celui de Cap Ciné à Nîmes, attaqué par le Belge Kinopolis, déjà présent dans le Gard. »

LE FIGARO

La stratégie d'Haribo. Dans un entretien vidéo diffusé par le Figaro.fr (le 11/10), Jean-Philippe André, président de Haribo France, dont le principal centre de production est basé à Uzès (Gard), explique la stratégie marketing de sa marque : « Chaque génération a ses bonbons. Si la réglisse a tenu le coup pendant 60 ans, la durée de vie des nouveaux bonbons s'est raccourcie à 3 et 5 ans. »

LE MONITEUR

Habitat participatif. Le quartier des Grisettes (Montpellier) accueillera en 2015 « deux programmes d'habitat participatif totalisant 23 logements, dont 11 logements sociaux (locatif et accession) », indique l'hebdomadaire, le 11. « C'est la plus grande opération de ce type lancée en France et la première à intégrer du logement social », souligne Stéphane Singer, assistant à maître d'ouvrage (Toits de Choix). Architecte : Architecture Environnement PM.

LA GAZETTE DE MONTPELLIER

Nouvelle formule. Le city-magazine hebdomadaire du 10 est exceptionnellement distribué le 9 au soir, lors de ses 25 ans, au Rockstore. 1 000 invités ont répondu présents, dont Christian Bourquin (Région L.-R.), Jean-Pierre Moure (Montpellier Agglo) et Jacques Domergue (UMP)... La Gazette lance une nouvelle formule (format 27x35, mise en page, rubriques). La Gazette de Nîmes adoptera également ce nouveau format.

la lettre M CS 29529
34960 Montpellier Cedex 2
Tél. 04 99 63 68 10
Fax 04 67 92 76 78

• **Rédaction:** Henri Frisque (rédacteur en chef, secteurs: collectivités, services financiers, Gard), Hubert Vialatte (rédacteur en chef adjoint, BTP, immobilier, industrie, transports), Nelly Barbé (agroalimentaire, viticulture, services, NTIC, ENR), Véronique Coll (Aude, P.-O.), David Danielzik (communication, tourisme, santé, environnement, commerce). Ont collaboré à ce numéro: Agence Jam,

Abonnement : 365 € TTC/an (46 n° + 7 hors série + annuaire M + site web + newsletter)

Reproduction strictement interdite, notamment par photocopie.

Jacques Molénat.
Email: abonnements@lalettrem.net, redaction@lalettrem.net
• **Maquette:** Atelier Antonin. • **PAO & Internet:** Paul Coudsi.
• **Annuaire M, commerciale abonnements:** Corinne Cachau.
• **Directeur commercial:** Alain Rouche. **Publicité:** Karine Coine.
• **Communication et du développement:** Maurice Victoria.
• **Abonnements, gestion, M Services:** Annie Dalbin.
• **Gérant-directeur de la publication:** Pierre Serre.
Édité par la Sarl M, au capital de 30 489,80 €. CPPAP 1117T 82454. ISSN 0759 1527.
Imprimeur: Imp'act.